MTL.

- 1 -

2 6 I 1959

Overgemaakt aan de H.

Coordination(2)

L.6521/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 16 janvier 1959, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant le règlement général annexé à l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 et déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, utilisés pour le transport de personnes et les véhicules utilisés pour le transport de choses", a donné le 19 janvier 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 16e januari 1959 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende wijziging van het algemeen reglement behorende bij het besluit van de Regent van 22 mei 1947 tot vaststelling van de technische eisen waaraan de voor personenvervoer gebezigde voertuigen die benevens de zitplaats van de bestuurder ten minste negen plaatsen tellen, en de voertuigen gebezigd voor het vervoer van zaken, moeten voldoen", heeft de 19e januari 1959 het volgend advies gegeven :

L'intitulé serait mieux rédigé comme suit :

"Arrêté royal modifiant le Règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, utilisés pour le transport de personnes, et les véhicules utilisés pour le transport de choses, annexé à l'arrêté du Régent du 22 mai 1947".

Dans un but de simplification, le Conseil d'Etat suggère de ne mentionner, dans le préambule, que les modifications relatives aux articles visés et non pas les modifications qui intéressent les lois ou arrêtés en leur entier.

Compte tenu de cette observation, le préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 1er août 1899 portant révision de la législation et des règlements sur la police du roulage, notamment l'article 1er modifié par les lois du 16 décembre 1935 et du 20 décembre 1957;

Vu l'arrêté royal n° 248 ... par véhicules automobiles, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 ... par véhicules automobiles, notamment l'article 28 modifié par la loi du 20 décembre 1957;

Vu l'arrêté-loi du 24 février 1947 ... de leur propriétaire, notamment l'article 2 modifié par la loi du 20 décembre 1957;

.../...

Vu l'arrêté royal du 9 mai 1936 ... par véhicules automobiles, notamment l'article 7 modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1954,et l'article 35;

Vu l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 ... transport de choses, ainsi que le Règlement général y annexé, modifié par l'arrêté du Régent du 3 juillet 1950 et par les arrêtés royaux du 20 juin 1951, du 21 septembre 1953 et du 18 mars 1958;".

Les deux considérants peuvent être supprimés. En effet, le projet modifie le règlement sur de nombreux autres points et rien ne nécessite cette justification spéciale.

Il y aurait lieu de prévoir un article distinct pour chaque modification apportée par le projet au Règlement général.

Compte tenu en outre de certaines modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le dispositif du projet pourrait être rédigé de la façon suivante :

Article 1er.-

L'article 2, § 2, 2°, du Règlement général déterminant les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules comprenant au moins neuf places, non compris le siège du conducteur, utilisés pour le transport de personnes et les véhicules utilisés pour le transport de choses, annexé à l'arrêté du Régent du 22 mai 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"2° Les véhicules ... (comme au projet) ...".

Article 2.-

L'article 2, § 2, 3°, du même règlement est abrogé.

Article 3.-

L'article 8 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque des transformations effectuées à un châssis par le constructeur, l'assembleur ou l'importateur, sont de nature à modifier une donnée quelconque du procès-verbal d'agréation, le châssis doit être agréé à nouveau.

Les transformations effectuées dans le but d'obtenir une augmentation du poids maximum autorisé ne peuvent être admises que si elles concernent des véhicules neufs.

Article 4.-

L'article 24 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Crochets de remorque ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 5.-

L'article 29 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

"Circulation sur la voie publique ... (la suite comme au projet) ... ".

Article 6.-

L'article 30 du même règlement est abrogé.

Article 7.-

L'article 34 du même règlement (abrogé par l'arrêté du Régent du 3 juillet 1950) est rétabli dans la rédaction suivante :

"La hauteur sous toute la largeur arrière du châssis ou des parties essentielles de la carrosserie de tout véhicule, dont le porte-à-faux maximum arrière dépasse 1 mètre, ne peut excéder 70 cm.S'il n'est pas satisfait à cette prescription, le véhicule doit être muni d'un pare-choc robuste relié rigidement aux longerons ou à ce qui en tient lieu et ramenant la hauteur, sous toute la largeur arrière du véhicule , à 70 cm.

Le pare-choc doit avoir une résistance à la flexion au moins équivalente à celle d'une poutre en acier, en forme de U,à âme verticale dont les dimensions minima sont les suivantes :

hauteur totale : 150 mm
largeur totale : 50 mm
épaisseur : 5 mm.

Le pare-choc doit être placé le plus près possible de l'arrière du véhicule sans qu'il puisse être éloigné de plus de 60 cm du point extrême de l'arrière de ce véhicule.

Les extrémités du pare-choc doivent être recourbées vers l'avant.

Article 8.-

L'article 97 du même règlement est complété par la disposition suivante :

"Seuls les articles 15, 19, 20, 23, 27, 34, 38, 39, 41, 42, 86 et 87 du présent règlement sont applicables selon leur objet :

a ) aux véhicules automobiles dont le poids autorisé dépasse 750 kg et affectés au transport de choses pour compte de leur propriétaire :

1° lorsque la vitesse maximum de ces véhicules ne peut, par construction, dépasser 25 km à l'heure;

2° lorsque ces véhicules ne sont pas munis de suspensions quelle que soit la nature des bandages ou lorsqu'ils sont munis de bandages rigides ou de trains de roulement avec chevilles, sous réserve que leur vitesse soit limitée à 25 km à l'heure;

b ) aux remorques et semi-remorques traînées exclusivement par ces véhicules ainsi qu'aux trains de véhicules ainsi formés.

Ces véhicules doivent être munis d'une plaque de vitesse des mêmes modèles et dimensions que celle qui est prévue à l'article 29, 3, de l'arrêté royal du 8 avril 1954 portant Règlement général sur la police de la circulation routière, modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1954. Elle sera placée suivant les modalités déterminées par cette disposition".

.../...

Article 9.-

Les dispositions des articles 3, 6 et 7 entren en vigueur le 1er juillet 1959.

Article 10.-

Notre Ministre des Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté .

\+

\+ +

Le Règlement général annexé à l'arrêté du Régent du 22 mai 1947 a déjà été modifié par :

- l'arrêté du Régent du 3 juillet 1950;
- l'arrêté royal du 20 juin 1951;
- l'arrêté royal du 21 septembre 1953;
- l'arrêté royal du 18 mars 1958.

Le Conseil d'Etat propose au Gouvernement de reprendre l'ensemble de la matière dans un arrêté nouveau, dans lequel seraient introduites les modifications envisagées, et qui abrogerait les modifications antérieures. Si ce travail est actuellement estimé impossible, il conviendrait que tout au moins l'arrêté de base et son Règlement général y annexé soient publiés au Moniteur avec les modifications qu'ils ont subis.

---

Het opschrift kan beter als volgt worden gelezen :

"Koninklijk besluit houdende wijziging van het Algemeen Reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan voor personenvervoer gebezigde voertuigen die, benevens de zitplaats van de bestuurder, ten minste negen plaatsen tellen, en de voertuigen gebezigd voor het vervoer van zaken, moeten voldoen, gevoegd bij het besluit van de Regent van 22 mei 1947".

Ter vereenvoudiging stelt de Raad van State voor, in de aanhef alleen de wijzigingen betreffende de in het ontwerp bedoelde artikelen te vermelden, en niet die welke de wetten of besluiten in hun geheel betreffen.

Overeenkomstig deze opmerking, leze men de aanhef als volgt:

"Gelet op de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en de reglementen op de politie van het vervoer, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij de wetten van 16 december 1935 en 20 december 1957;

Gelet op het koninklijk besluit nr 248 ... door middel van motorvoertuigen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de besluitwet van 30 december 1946 ... door middel van automobielen, inzonderheid op artikel 28 gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

.../...

Gelet op de besluitwet van 24 februari 1947 ... van hun eigenaar, inzonderheid op artikel 2 gewijzigd bij de wet van 20 december 1957;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 mei 1936 ... door middel van motorvoertuigen, inzonderheid op artikel 7 gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 1954, en op artikel 35;

Gelet op het besluit van de Regent van 22 mei 1947 ... vervoer van zaken, en het daarbij gevoegde reglement, gewijzigd bij het besluit van de Regent van 3 juli 1950 en bij de koninklijke besluiten van 20 juni 1951, 21 september 1953 en 18 maart 1958 ;".

Beide considerans kunnen vervallen. Het ontwerp wijzigt immers tal van andere bepalingen van het reglement, en die bijzondere verantwoording is niet vereist.

Iedere wijziging aan de onderscheiden bepalingen van het Algemeen Reglement dient in een afzonderlijk artikel van het ontwerp te worden vermeld.

Met inachtneming van nog enkele vormwijzigingen die geen commentaar behoeven, kunnen de artikelen van het ontwerp dan als volgt worden gelezen :

Artikel 1.-

Artikel 2, § 2, 2°, van het Algemeen Reglement tot vaststelling van de technische eisen waaraan de voor personenvervoer gebezigde voertuigen die, benevens de zitplaats van de bestuurder, ten minste negen plaatsen tellen, en de voertuigen gebezigd voor het vervoer van

.../...

zaken, moeten voldoen, gevoegd bij het besluit van de Regent van 22 mei 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"2° De voertuigen ... (zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.-

Artikel 2, § 2, 3°, van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Artikel 3.-

Artikel 8 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Wordt een chassis door de bouwer, de monteur of de invoerder zodanig verbouwd dat hierdoor enig gegeven van het proces-verbaal van goedkeuring gewijzigd wordt, dan moet het opnieuw worden goedgekeurd.

Verbouwingen die ten doel hebben een verhoging van het toegelaten hoogste gewicht te bekomen, worden maar toegelaten indien het nieuwe voertuigen geldt".

Artikel 4.-

Artikel 24 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Sleephaken ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 29 van hetzelfde reglement wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Verkeer op de openbare weg ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.-

Artikel 30 van hetzelfde reglement wordt opgeheven.

Artikel 7.-

Artikel 34 van hetzelfde reglement (opgeheven bij het besluit van de Regent van 3 juli 1950) wordt opnieuw ingevoegd met de volgende tekst :

"De hoogte onder gans de achterbreedte van het chassis of van de hoofddelen van de carrosserie van elk voertuig met een grootste overbouw van meer dan 1 meter, mag niet groter zijn dan 70 cm. Wordt aan dit voorschrift niet voldaan, dan moet het voertuig voorzien zijn van een stevige schokbreker, die stijf met de langsliggers, of met hetgeen ze vervangt, verbonden is en de hoogte onder gans de achterbreedte van het voertuig tot op 70 cm terugbrengt.

De buigvastheid van de schokbreker moet ten minste gelijk zijn aan die van een stalen U-balk met verticale lijfplaat, waarvan de minimumafmetingen de volgende zijn :

.../...

totale hoogte : 150 mm
totale breedte: 50 mm
dikte : 5 mm.

De schokbreker moet zo dicht mogelijk bij de achterkant van het voertuig zijn aangebracht en mag niet meer dan 60 cm van het achterste punt van het voertuig verwijderd zijn.

De uiteinden van de schokbreker moeten naar voren omgebogen zijn".

Artikel 8.-

Artikel 97 van hetzelfde reglement wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Alleen de artikelen 15, 19, 20, 23, 27, 34, 38, 39, 41, 42, 86 en 87 van dit reglement zijn -volgens hun onderwerp- toepasselijk :

a) op de motorvoertuigen met een toegelaten gewicht van meer dan 750 kg die gebezigd worden voor het vervoer van zaken voor eigen rekening van hun eigenaar :

1° wanneer de maximumsnelheid van die voertuigen, wegens hun bouw, niet groter kan zijn dan 25 km per uur;

2° wanneer die voertuigen met geen vering uitgerust zijn, onverschillig welke banden zij hebben, of wanneer zij van volle banden of van wielstellen met metalen rupsbanden voorzien zijn, mits hun snelheid tot 25 km per uur beperkt is;

.../...

b) op de aanhangwagens en opleggers die uitsluitend door deze voertuigen worden gesleept, alsmede op de slepen die op die wijze worden samengesteld.

Die voertuigen moeten voorzien zijn van een snelheidsplaat van hetzelfde model en dezelfde afmetingen als die welke is voorgeschreven bij artikel 29, 3, van het koninklijk besluit van 8 april 1954 houdende Algemeen Reglement op de politie van het wegverkeer, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1954. Zij moet op het voertuig worden bevestigd zoals in die bepaling is voorgeschreven".

Artikel 9.-

De bepalingen van de artikelen 3, 6 en 7 treden in werking op 1 juli 1959.

Artikel 10.-

Onze Minister van Verkeerswezen is belast met de uitvoering van dit besluit.

+

\+ +

Het Algemeen Reglement gevoegd bij het besluit van de Regent van 22 mei 1947 is reeds gewijzigd bij :

- het besluit van de Regent van 3 juli 1950;
- het koninklijk besluit van 20 juni 1951;
- het koninklijk besluit van 21 september 1953;
- het koninklijk besluit van 18 maart 1958.

.../...

De Raad van State stelt de Regering voor, de ganse stof met de voorgenomen wijzigingen te hernemen in een nieuw besluit, hetwelk de vroegere wijzigingen zou opheffen. Acht men dit werk thans onmogelijk, dan zouden ten minste het basisbesluit en het daarbij behorend reglement met hun wijzigingen in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt.

---

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L.MOUREAU, conseillers d'Etat,
G.HOLOYE, raadsheren van State,

C.ROUSSEAUX, greffier adjoint, — greffier.
adjunct-griffier, — griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.A.DEPONDT, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.A.DEPONDT, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER

(s.) J.SUETENS.